

BRÈVES ÉCONOMIQUES Espagne

Une publication du SER de Madrid
Avril 2025

Le chiffre du mois

2,8% du PIB

Déficit public de l'Espagne en 2024

Zoom sur :

Dès le lendemain du « Liberation Day », le Président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez a annoncé la mise en place d'un « Plan de réponse et de relance commerciale » pour « atténuer les impacts négatifs de la guerre commerciale initiée par l'administration Trump ». Le Plan de 14,32 Md€, qui combine des nouvelles mesures (7,6 Md€) et des « réorientations » de ressources déjà existantes (6,7 Md€), a été adopté en conseil des ministres le 8 avril et présenté le 9 avril devant le Congrès par le ministre de l'Économie.

Le plan annoncé se déploie selon deux volets : (i) « Protection et soutien immédiat au secteur productif » à court terme et (ii) « Reconversion de la capacité productive et de renforcement de son internationalisation » à moyen terme, pour relancer l'activité des secteurs concernés par la modernisation et

l'accès à de nouveaux marchés internationaux. Sur le premier volet, le gouvernement met notamment en avant 5 Md€ de garanties ICO tandis que l'autre volet serait notamment centré autour de 2 Md€ de plafond d'autorisation d'assurance-crédit à l'exportation et 720 M€ d'instruments de soutien à l'internationalisation.

Le gouvernement a également annoncé vouloir encourager la création d'un nouveau fonds européen pour aider les secteurs les plus touchés, et la ratification prioritaire de l'accord avec le MERCOSUR.

Activités macroéconomiques & financières

	Gouvernement espagnol Rapport de progrès annuel (Mai 2025)		Commission Européenne Prévisions de printemps (Mai 2025)		Banque d'Espagne Prévisions Eurosystème (Mars 2025)		OCDE Perspectives économiques mondiales (Mars 2025)*		FMI Perspectives de l'économie mondiale (Avril 2025)	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Croissance PIB	+2,6 %	+2,2 %	+2,6 %	+2,0 %	+2,7 %	+1,9 %	+2,6 %	+2,1 %	+2,5 %	+1,8 %
Taux de chômage	10,3 %	9,6 %	10,4 %	9,9 %	10,5 %	10,0 %	10,9 %	10,5 %	11,1 %	11,0 %
Déficit public (% du PIB)	-2,8 %	-	-2,8 %	-2,5 %	-2,8 %	-2,6 %	-2,5 %	-2,1 %	-2,7 %	-2,4 %
Dette publique (% du PIB)	101,7 %	-	100,9 %	100,8 %	101,3 %	101,6 %	102,8 %	101,9 %	100,6 %	99,0 %
Inflation (moyenne annuelle)	+ 2,7 %	+ 2,4 %	+2,3 %	+1,9 %	+2,5 %	+1,7 %	+2,5 %	+2,1 %	+2,2 %	+2,0 %
	Déflateur de la consommation privée		IPCH		IPCH		IPC		IPC	

** Les prévisions de croissance et d'inflation correspondent au rapport intérimaire de mars 2025 sur les perspectives économiques de l'OCDE ; le reste des prévisions correspondent aux prévisions des perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2024.*

Mesures exceptionnelles

Plan industriel et technologique pour la sécurité et la défense : le président Pedro Sánchez a présenté un plan de 10,5 Md€ pour atteindre l'objectif de dépenses en défense à hauteur de 2% du PIB en 2025. Selon le gouvernement espagnol, les dépenses en défense de l'Espagne auraient finalement atteint 1,43% du PIB en 2024, soit à un niveau supérieur aux premières estimations de l'OTAN datant de juin 2024 (1,28% du PIB).

Pour atteindre les 2% cette année, le plan prévoit des investissements dans les cinq volets suivants :

- 3,7 Md€ (35% des fonds prévus dans le plan) pour hausser les effectifs et les salaires au sein de l'armée et mettre à jour les équipements, dont notamment les systèmes de formation pour le pilotage ;

- 3,3 Md€ (31% des fonds prévus dans le plan) pour acquérir des nouvelles technologies de télécommunications et de cybersécurité (nouveaux systèmes de communication chiffrés, satellites, radars, mécanisme de connectivité des forces aériennes, services cloud, IA, 5G...);
- 2,0 Md€ (19% des fonds prévus dans le plan) pour la fabrication ou acquisition de nouveaux instruments de défense et de dissuasion (modernisation d'avions de combat et de frégates, construction d'un nouveau navire d'approvisionnement...)
- 1,8 Md€ (17% des fonds prévus dans le plan) pour renforcer le rôle des forces armées dans la gestion d'urgences et de catastrophes naturelles (acquisition d'hélicoptères de sauvetage, d'avions-citernes...);
- 0,3 Md€ (3% des fonds prévus dans le plan) pour améliorer les conditions de sécurité dans les 16 missions de paix à l'étranger comptant avec une présence espagnole.

Selon l'exécutif, ce plan sera financé notamment grâce aux marges budgétaires dégagées par la bonne conjoncture économique, la mobilisation de certains fonds du plan national de relance et de résilience, le réagencement de certaines lignes budgétaires et la mobilisation du fonds de contingence.

Macroéconomie

Croissance du PIB au T1 2025 : selon la [1^{ère} estimation de l'INE](#), le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,6% au T1 2025 (-0,1 pp par rapport au T4 2024), portant l'acquis de croissance pour l'année 2025 à 1,7% à l'issue du 1^{er} trimestre. La demande nationale et la demande extérieure ont eu respectivement des contributions positives de 0,4 et 0,2 point respectivement. Du point de vue de la demande, la formation brute de capital fixe se démarque avec une hausse de 1,1%.

Inflation : selon la [2^{ème} estimation de l'INE](#), l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 2,2% en glissement annuel en avril 2025 (-0,1 pp par rapport à mars). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève également à +2,2% en g.a (la même qu'au mois de mars). L'inflation sous-jacente en Espagne s'élève à 2,4% (+0,4 pp par rapport à mars).

Endettement des ménages et des entreprises: selon les [comptes financiers de l'économie espagnole](#) publiés par la banque d'Espagne, l'endettement des ménages et des entreprises s'est élevé à 107,2% du PIB en 2024, soit un recul de 4,9 points par rapport à 2023. Par catégories, la dette des ménages s'élevait à 696 Md€, soit 4,9 Md€ de plus qu'en 2023, mais en baisse de 2,4 points en pourcentage de PIB (de 46,1% en 2023 à 43,7% en 2024). Pour les entreprises, la dette s'élevait à 1 011 Md€ en 2024, soit 21 Md€ de plus qu'en 2023, mais en baisse de 2,5 points en pourcentage du PIB (de 66,0% en 2023 à 63,5% en 2024).

Finances publiques

Rapport d'avancement annuel 2025: fin avril, le gouvernement espagnol a publié le 1^{er} rapport de suivi annuel prévu par les nouvelles règles budgétaires européennes. Selon le ministère des Comptes publics, les dépenses primaires nettes – nouvelle variable fondamentale du cadre européen – ont progressé de 4,1% en 2024, sous l'objectif de 5,3%. En 2025, l'exécutif prévoit que celles-ci progresseront de 4,1%, soit un niveau supérieur aux 3,7% prévus dans le plan structurel à moyen terme, du fait des dépenses exceptionnelles de défense pour atteindre l'objectif de 2% dans le cadre des engagements espagnols au sein de l'OTAN.

Par ailleurs, le gouvernement souligne avoir rempli l'objectif de revenir à un déficit public inférieur à 3,0% du PIB en 2024 – cf. infra – et maintient l'objectif de 2,5% du PIB pour 2025, en excluant les mesures extraordinaires liées à la réponse à la Dana. En revanche, la dette publique devrait stagner en termes de pourcentage du PIB en 2025 (101,7% du PIB prévu en 2025 contre 101,8% en 2024).

Déficit public : le déficit des administrations publiques s'est élevé à 44,6 Md€ en 2024 (2,8% du PIB), soit une réduction de 0,7 point par à 2023. De cette manière, l'Espagne respecte l'objectif de revenir à un déficit de 3,0% du PIB prévu pour 2024, niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2018. Par administration, l'État central concentre l'essentiel du déficit (41,1 Md€, soit 2,6% du PIB), suivi par la sécurité sociale (8,5 Md€, soit 0,6% du PIB) et les régions (1,6 Md€, soit 0,1% du PIB). En revanche, les municipalités enregistrent un excédent de 6,6 Md€ (0,4% du PIB). Cette comptabilisation exclut les dépenses extraordinaires liées à la réponse à la DANA de Valence qui se sont élevées à 5,6 Md€ en 2024 (0,4% du PIB), comme autorisé par les règles budgétaires européennes. En incluant ce montant, le déficit de l'ensemble des administrations s'élève à 50,2 Md€ (3,2% du PIB).

Le ministère des Comptes publics souligne que la réduction du déficit public s'est appuyée sur la hausse des recettes des impôts (294,7 Md€, soit +8,4% par rapport à 2023) et des cotisations sociales (199,6 Md€, +7,1%), plus rapide que celle des dépenses. L'exécutif estime que le dynamisme de l'économie et du marché du travail a largement soutenu le recouvrement de l'impôt sur le revenu (129,4 Md€, +7,6%) et de l'impôt sur les sociétés (39,1 Md€, +11,5%). Le recouvrement de la TVA (90,5 Md€, +7,9%) et des accises et impôts spéciaux (22,1 Md€, +6,6%) a également progressé malgré les réductions de la TVA sur les produits alimentaires et sur l'énergie qui ont réduit les recettes à hauteur de 4,7 Md€.

Dette publique : en mars 2025, la dette des administrations publiques s'est élevée à 1 667 Md€, soit une hausse de 3,3% en glissement annuel. La banque d'Espagne a confirmé que la dette publique espagnole s'élevait à 103,5% du PIB à l'issue du 1^{er} trimestre 2025 (+1,7 point par rapport au trimestre précédent; -2,8 par rapport au T1 2024).

Emploi

Enquête de population active : selon l'INE, le taux de chômage augmente au T1 2025 jusqu'à 11,4% (10,6% au T4 2024, +0,8 pp). Le nombre de personnes au chômage revient à près de 2,8 millions de personnes (+194 000 personnes par rapport au trimestre précédent). Par ailleurs, l'Espagne recense autour de 21,8 millions de personnes

occupées (-92 000 personnes par rapport au T4 2024) et la population active recule de près de 100 000 personnes et revient à 24,4 millions de personnes.

Affiliations à la sécurité sociale : fin avril, la sécurité sociale enregistre près de 21,5 millions d'affiliés corrigé de variations saisonnières (c.v.s), soit près de 69 000 affiliés c.v.s. supplémentaires par rapport au mois de février et 187 000 affiliés c.v.s en plus par rapport au début d'année.

Chômage : fin avril, le nombre de personnes inscrites au chômage s'élève à 2,5 millions de personnes. Par rapport à mars, le nombre de personnes au chômage a diminué de près de 67 000 personnes et de près de 11 000 personnes c.v.s.

Entreprises

Chiffre d'affaires : selon l'INE, en janvier l'indice de chiffre d'affaires des entreprises ([ICNE](#)) est en hausse (1,7% c.v.s. en variation mensuelle). Tous les indices ont enregistré des hausses. La hausse la plus significative concerne l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets (19,0%).

Chiffre d'affaires industrie et services : selon l'INE, en janvier, le chiffre d'affaires du secteur industriel ([ICN](#)) enregistre une baisse de -0,7% c.v.s. en variation mensuelle. Quatre des cinq secteurs industriels ont présenté des taux mensuels positifs. Parmi eux, l'énergie (2,0%) et les biens de consommation durables (1,5%) se sont distingués. Le seul secteur qui a connu une baisse est celui des biens d'équipement (-7,3 %).

Le chiffre d'affaires du secteur des services ([IASS](#)) se situe à 1,3 % c.v.s. en variation mensuelle pour janvier 2025.

Indices PMI : en mars, l'indice PMI du secteur industriel est en-dessous des 50 pts (49,5 pt) soit une baisse de -0,2 pt par rapport à février. L'indice PMI pour les services est à 54,7 pt (-1,5 pt par rapport à février).

Pour le mois de mars, le PMI composite de l'Espagne baisse de -1,1 pt à 54 pt.

Création d'entreprises : selon l'[INE](#), 10 677 sociétés ont été créées en janvier 2025, soit -0,4% de moins par rapport au mois de janvier de 2024. Le capital souscrit pour leur création a été de 505 M€ (-44,6 par rapport à janvier 2024), avec une moyenne de 47 326 € (-44,4 % g.a.). Toujours en janvier 2025, l'institution enregistre la liquidation de 3 907 sociétés (baisse du nombre de liquidation de sociétés de -0,8% par rapport au mois de janvier 2024).

Commerce de détail : l'indice de commerce de détail ([ICM](#)) enregistre une variation mensuelle de -1,4% c.v.s. en janvier 2025. Tous les modes de distribution ont affiché des taux mensuels négatifs, à l'exception des grandes chaînes (0,0%). Les grandes surfaces ont affiché la plus forte baisse (-1,7%).

Par produit, les produits alimentaires ont diminué de -0,1% et les autres produits de 2,0%.

Numérique

Intelligence artificielle: début février 2025, le ministre de la Transformation numérique et de la Fonction publique, Óscar López, et la ministre des Sciences, de l'Innovation et des Universités, Diana Morant, ont participé à la **présentation du premier ordinateur quantique espagnol doté d'une technologie quantique 100% européenne**. Le gouvernement soutient son déploiement et sa connexion au réseau espagnol de supercalculateurs (RES) à hauteur de 8,1 M€ dans le cadre du projet Quantum Spain, une initiative du ministère qui vise à développer une infrastructure solide pour l'informatique quantique en Espagne.

Le soutien du gouvernement permettra à cet ordinateur, qui se trouve au Barcelona Supercomputing Center-National Supercomputing Centre (BSC-CNS) depuis septembre 2024, d'être intégré au superordinateur MareNostrum5 du BSC et au reste du RES, ce qui permettra aux groupes de recherche et aux secteurs industriels espagnols d'utiliser ses puissantes capacités de traitement (bien supérieures à celles des ordinateurs conventionnels) à des fins d'expérimentation et de développement de produits et d'applications.

Secteur bancaire et financier

Fusion BBVA/Sabadell : alors que le BBVA a lancé une OPA hostile sur Banco Sabadell en mai 2024, la fusion reste suspendue à l'**avis du gouvernement**. Si elle aboutit, l'opération constituerait la plus importante opération de consolidation bancaire en Espagne depuis la crise financière et donnerait naissance à un acteur majeur du secteur, représentant environ 1000 Md€ d'actifs, soit près des 20% des crédits et dépôts du pays. Le groupe fusionné deviendrait ainsi le 10ème groupe bancaire européenne en taille de bilan. Après plusieurs mois d'instruction, la Commission nationale des marchés et de la concurrence (CNMC) a validé l'opération fin avril 2025, sous réserve de conditions strictes visant à atténuer les risques de concentration excessive: maintien du crédit aux PME sur une durée de trois ans (prorogeable à cinq ans), interdiction de fermeture d'agences dans 200 petites communes, garantie d'accès aux distributeurs, et gel des conditions tarifaires dans 168 zones sensibles identifiées comme monopoles ou duopoles. La décision finale relève toutefois du gouvernement espagnol, qui a lancé début mai une consultation publique inédite dans ce type d'opération, clôturée le 16 mai. Le ministère de l'Economie dispose désormais jusqu'au 27 mai pour décider s'il transmet le dossier au Conseil des ministres, qui aura un mois pour approuver ou durcir les conditions fixées par la CNMC, en invoquant des motifs d'intérêt général.

Ralentissement du marché des fusions-acquisitions : selon le London Stock Exchange Group, le marché espagnol des fusions-acquisitions a connu un net ralentissement au début de l'année 2025, avec 445 opérations recensées entre le 1^{er} janvier et le 11 avril, soit une baisse de 16% en glissement annuel. Cette contraction est attribuée à l'incertitude économique et géopolitique alimentée par la politique commerciale protectionniste du président américain Donald Trump, qui a provoqué une forte volatilité sur les marchés financiers. Si le montant total des transactions s'élève à 13,66 Md€, en légère hausse (+4,3%), c'est en grande partie grâce aux opérations conclues avant mars. L'incertitude actuelle a conduit à

reporter plusieurs introductions en Bourse, comme celle de Cirsa en Espagne, ou celle d'Ebury Partners à Londres, filiale du groupe Santander. Dans ce contexte, les investisseurs se montrent particulièrement prudents, sauf dans certains secteurs jugés plus résilients comme les infrastructures ou la gestion des déchets.

Marché de l'immobilier

Hausse du prix des loyers : selon le portail immobilier Fotocasa, le prix moyen de la location en Espagne a augmenté de 94% en dix ans, passant de 558 € par mois en 2015 à 1 083 € en février 2025. Sur les cinq dernières années, la hausse atteint 27%, et sur un an, 10%. Ce renchérissement s'explique par la forte demande de logements en location, accentuée par le manque d'offre disponible, ce qui a entraîné une tension croissante sur le marché. Cinq communautés autonomes ont vu leurs loyers plus que doubler en dix ans : la Communauté valencienne (+157%), les Canaries (+143%), les Baléares (+142%), Madrid (+122%) et la Catalogne (+104%). En revanche, des régions comme l'Estrémadure (+56%) ou la Castille-La Manche (+66%) restent en dessous de la moyenne nationale.

Lutte contre les occupations illégales : le Congrès des députés a approuvé le 18 mars 2025 l'examen d'une proposition de loi du parti Junts visant à accélérer les procédures d'expulsion en cas d'occupation illégale de logements. Soutenu par le PP, le PSOE, Vox, le PNV et la Coalition canarienne, le texte prévoit un délai maximal de 48 heures pour permettre la récupération d'un bien immobilier occupé, notamment en cas d'infraction flagrante. Il entend réformer le code de procédure pénale afin d'élargir les mesures provisoires à disposition des juges et de supprimer la possibilité de suspendre les expulsions pour motif de vulnérabilité économique, sauf dans certains cas limités. Le gouvernement, tout en soutenant la prise en considération du texte, a annoncé son intention de le modifier. Cette initiative a suscité une forte opposition des partis de gauche (Sumar, ERC, EH Bildu), qui dénoncent une mesure disproportionnée face à un phénomène limité (16 426 cas signalés en 2024 selon le ministère de l'Intérieur, soit 0,06% du parc immobilier).

Prix de l'immobilier résidentiel : selon les données d'Eurostat au 12 avril 2025, le prix des logements en Espagne a augmenté de 11,4% entre le T4 2023 et le T4 2024, soit la plus forte hausse parmi les grandes économies européennes. Ce rythme de progression, plus du double de la moyenne de l'Union européenne (+4,9%), marque une nette accélération par rapport à l'année précédente (+4,3%). L'Espagne se situe au niveau de pays comme le Portugal (+11,6%) ou les Pays-Bas (+10,8%), et largement au-dessus de l'Allemagne (+1,9%), de l'Italie (+4,5%) ou de la France (-1,9 %). Malgré un contexte de taux d'intérêt élevés et de durcissement du crédit, le marché espagnol reste particulièrement dynamique. Eurostat souligne que ces données incluent aussi bien les logements neufs qu'anciens, et confirment une pression haussière persistante sur les prix, dans un marché marqué par une offre contrainte et une demande toujours soutenue.

Coûts de construction : après une période de relative stabilité, les coûts directs de construction résidentielle ont augmenté de 4,2% en 2024, selon l'indice publié par la société ACR (société espagnole de construction et de promotion immobilière). Cette

hausse s'explique principalement par l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, en raison de la pénurie de professionnels qualifiés, ainsi que par la hausse des prix de matériaux essentiels comme le béton ou l'acier. Parallèlement, selon le baromètre annuel de la société UVE Valoraciones (société espagnole d'évaluation immobilière), le coût d'exécution unitaire a atteint 1 066 €/m² en 2024, soit une hausse de 3,9% sur un an, un niveau supérieur de 27% à celui de 2020 et de 65% à celui de 2016. Le coût de construction représente désormais près de la moitié du prix de vente des logements. Dans un contexte de tension sur le marché, la cadence de construction reste freinée par une offre insuffisante : si plus de 127 000 logements ont été autorisés en 2024, les capacités actuelles du secteur ne seraient estimées qu'entre 90 000 et 100 000 unités par an.

Analyse du FMI sur le marché immobilier : dans sa déclaration préliminaire publiée le 10 avril 2025, en amont de la mission de l'Article IV (suivi économique régulier des pays membres du FMI), le personnel technique du FMI alerte sur la forte hausse des prix de l'immobilier en Espagne, qui, bien qu'elle ne constitue pas à ce stade un risque pour la stabilité financière, mérite une attention accrue. Le FMI estime que les prix restent, en termes réels, inférieurs aux niveaux de 2007, que l'endettement des ménages demeure contenu, et qu'aucun assouplissement notable des critères de crédit n'a été observé. Toutefois, il souligne une nette érosion de l'accessibilité au logement, en raison de la hausse simultanée des prix, des loyers et des coûts d'emprunt. Le FMI salue les mesures annoncées par le gouvernement espagnol en janvier 2025, en particulier celles visant à stimuler l'offre (réforme de la loi sur le foncier, simplification des procédures de permis, développement du logement social). En revanche, il recommande de réévaluer le plafonnement des loyers dans les zones tendues, et de l'abandonner si son application entraîne une réduction ou une dégradation de l'offre locative, ou une exclusion accrue des ménages modestes.

Achats immobiliers par des étrangers : selon les données du Conseil général du notariat, les étrangers ont acheté 69 690 logements en Espagne au second semestre 2024, soit 19,5% du total national, en hausse de 10,3% sur un an. Les résidents étrangers représentent 58,1% de ces achats, mais la part des non-résidents progresse à nouveau (+8,2%), après un recul observé en 2023. Ces acheteurs contribuent fortement à la hausse des prix : le prix moyen payé par un étranger s'élève à 2 362 €/m², contre 1 713 €/m² pour les Espagnols. Cette pression sur la demande aggrave la raréfaction de l'offre, qui a chuté de 15% au quatrième trimestre 2024, selon Idealista — la plus forte baisse interannuelle enregistrée depuis le début de ses relevés en 2000. Les zones les plus concernées sont les régions littorales et urbaines, les étrangers privilégiant soit les villes pour une résidence principale, soit les destinations touristiques. Parmi les nationalités les plus représentées figurent les Britanniques (8,7% des achats étrangers), les Marocains (7,3%) et les Allemands

(6,7%), tandis que les acheteurs américains ont payé les prix les plus élevés, avec 3 390 €/m² en moyenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ES>

Rédaction : Audinet Paul, Cattin Laure, Marañón Alexander

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr